

Commune de Grand'Combe des Bois

.Notice de présentation de l'enquête publique relative à l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Grand'Combe des Bois et à la création du Périmètre Délimité des Abords (PDA) en lien avec le monument historique de la fenêtre Renaissance de la façade sud-est de la ferme située rue des Jonquilles à Grand'Combe-des-Bois.

Novembre 2024



Bureau d'études **INITIATIVE**, **A**ménagement et **D**éveloppement
RCS : D 339 752 644 - SIRET : 339 752 644 00015 - APE : 742C
Siège social : 4, passage Jules Didier 70000 VESOUL
Tél. : 03.84.75.46.47 - Fax : 03.84.75.31.69 - e-mail : initiativead@orange.fr

1 / Coordonnées de la personne publique :

Commune de Grand'Combe des Bois

5 Rue des Jonquilles,
25210 Grand'Combe-des-Bois

Accueil téléphonique : 03.81.43.70.32

2/ Enquête publique unique du PLU et de la création d'un PDA.

À travers l'enquête publique, la possibilité est donnée à tout citoyen de prendre connaissance et de donner son avis concernant le contenu du projet de PLU de Grand'Combe des Bois et de PDA sur un des monuments historiques de la commune.

Cette enquête publique est unique et porte sur les 2 opérations ou plans :

- L'élaboration du PLU sur le territoire de la commune de Grand'Combe des Bois,
- La création d'un PDA en lien avec le monument historique de la fenêtre Renaissance de la façade sud-est de la ferme située rue des Jonquilles à Grand'Combe-des-Bois

Cette enquête publique unique met à disposition les deux dossiers au même lieu et au même horaire et permet donc une meilleure information du public, qui pourra apporter ces remarques dans un seul registre.

Les deux procédures (PLU et Création d'un PDA) ne sont pas séparées car la création du PDA est demandée par la commune lors de l'élaboration du PLU, en accord avec les services de

l'Architecte des Bâtiments de France (DRAC de Bourgogne-Franche-Comté).

En effet, ces 2 dossiers, au titre des dispositions législatives et réglementaires du code de l'urbanisme, du code du patrimoine et du code général des collectivités territoriales qui concernent leur modification ou leur élaboration doivent être soumis à enquête publique.

Quand un PLU vient à être élaboré, c'est-à-dire avec enquête publique, l'article L123-6 du code de l'environnement prévoit qu'« il peut également être procédé à une enquête unique lorsque les enquêtes de plusieurs projets, plans ou programmes peuvent être organisées simultanément et que l'organisation d'une telle enquête contribue à améliorer l'information et la participation du public ».

En outre l'article L621-31 et suivants du code du Patrimoine précise notamment : « Lorsque le projet de périmètre délimité des abords est instruit concomitamment à l'élaboration ou à la modification d'un PLU (plan local d'urbanisme,) (...), l'autorité compétente en matière de plan local d'urbanisme (...) diligente une enquête publique unique portant à la fois sur le projet de document d'urbanisme et sur le projet de périmètre délimité des abords. ».

Ainsi, le choix de la procédure d'enquête publique unique est justifié pour l'élaboration du PLU et le dossier de Périmètre Délimité des Abords (PDA).

Le périmètre des abords (PDA) est une servitude d'utilité publique qui s'imposera au PLU.

À l'issue de l'enquête publique, ces deux documents seront approuvés et annexés au PLU approuvé.

3/ Les caractéristiques principales du Plan Local d'Urbanisme et de la création d'un PDA :

Le projet de PLU de la commune de Grand'Combe des Bois fonde son projet politique d'aménagement et de développement durables sur 4 axes et 10 objectifs pour les 15 prochaines années (2025/2040).

Le projet de PLU vise ainsi à garantir la cohérence et le développement modéré du territoire de Grand'Combe des Bois en compatibilité avec le SCoT du Pays Horloger qui a été approuvé en décembre 2023, en compatibilité avec les enjeux mesurés de son territoire et la charte du PNR.

Le projet s'appuie sur un paysage rural et agricole entouré de d'une réelle qualité paysagère et présentant un patrimoine bâti important au niveau des fermes comtoises, et des éléments ponctuels. Le village se situe le long de la RD 211. La commune présente des enjeux importants au niveau environnemental avec des pelouses sèches, pré-bois, haies et murgers et au niveau paysager avec les vues sur la Suisse et la présence de la vallée du Doubs. Une évaluation environnementale a été ainsi réalisée.

Le projet de PLU traduira le projet politique en réglementant le droit des sols de chaque parcelle, publique ou privée dans le cadre des réglementations en vigueur et dans l'objectif de prise en compte du développement durable et de la gestion économe de l'espace.

Les principaux éléments du dossier de PLU et leurs impacts sur l'environnement sont synthétisés dans le Résumé Non Technique présent dans le dossier de PLU arrêté -tome 2 du rapport de présentation et développé dans l'évaluation environnementale.

Le code du patrimoine prévoit que les monuments historiques sont protégés au titre des abords.

La demande de modification du périmètre délimité des abords de 500 m autour du Monument Historique de la fenêtre Renaissance de la façade sud-est de la ferme située rue des Jonquilles présent sur le village, émane d'un commun accord entre la commune de Grand'Combe des Bois et de l'architecte des Bâtiments de France. L'objectif est de définir l'action de l'architecte des bâtiments de France en lien avec le patrimoine du village, de sa silhouette et autour du monument protégé et non sur l'ensemble du village (partie du lotissement récent).

Ce nouveau périmètre situé dans le village est soumis à enquête publique et sera porté sur la carte des servitudes d'utilité publique du PLU approuvé.

Le projet de PDA concernent ainsi une fenêtre d'une ancienne ferme dans le village soit « la fenêtre Renaissance de la façade sud-est de la ferme située rue des Jonquilles ».

A noter : Le second Monument Historique, présent sur la commune, correspond à une ferme située dans l'espace agricole et ne nécessite pas d'adapter le périmètre de 500 m lié à la protection du patrimoine bâti en accord avec l'Architecte des Bâtiments de France.

4/ Composition du dossier :

Le dossier d'enquête publique comprend :

- la notice de présentation et les pièces de la procédure
- Le dossier de projet de PLU de Grand'Combe des Bois avec :
 - . Les pièces administratives : délibération communale, avis des personnes publiques associées et l'avis de la Mission Régionale de l'Autorité Environnementale (MRAE).
 - . Le PLU arrêté avec les différentes pièces obligatoires en application du code de l'urbanisme. Le dossier comporte également l'avis de la CDPENAF et l'avis de la CDNPS pour le STECAL At.
- Le dossier de création du PDA avec :
 - . la notice de présentation,
 - . le document graphique et
 - . l'avis favorable de l'ABF.

5/ Mention des textes régissant l'enquête publique:

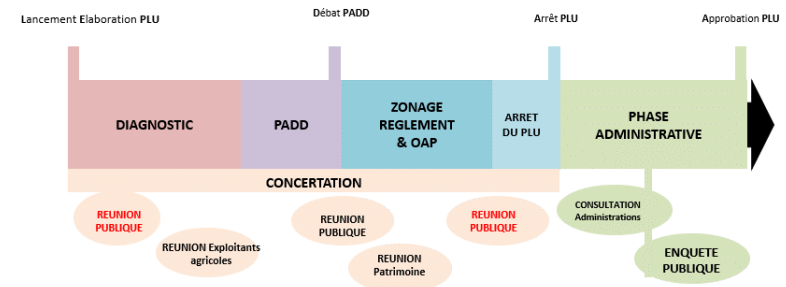
L'enquête publique est régie par les articles L.123-1 et suivants, et R.123-1 et suivants du code de l'Environnement.

Les différents articles sont mentionnés en annexe de la présente note.

6/ Façon dont l'enquête publique s'insère dans la procédure administrative :

La procédure d'élaboration du PLU est régie par le code de l'urbanisme aux articles L153-1 et suivants et R153-1 et suivants soit les Chapitre III : Procédure d'élaboration, d'évaluation et d'évolution du plan local d'urbanisme (Articles L153-1 à L153-60) et Chapitre III : Procédure d'élaboration, d'évaluation et d'évolution du plan local d'urbanisme (Articles R153-1 à R153-22).

Le logigramme ci-après reprend les différentes étapes de la procédure d'élaboration du PLU et la place de l'enquête publique dans cette procédure.



Détail des dates pour le PLU de Grand'Combe des Bois :

- délibération du conseil municipal, en date du 29 novembre 2016, prescrivant l'élaboration d'un plan local d'urbanisme sur son territoire et définissant les objectifs poursuivis ainsi que les modalités de la concertation; et la délibération en date du 8 novembre 2018 confirmant la décision d'élaborer un PLU et adaptant les modalités de la concertation.
- débat sur le PADD en date du 8 décembre 2022
- Approbation du SCoT du Pays Horloger en date du 7 décembre 2023
- délibération du conseil municipal en date du 10 juillet 2024 arrêtant le PLU, tirant le bilan de la concertation et permettant de consulter les personnes publiques associées et la MRae.

Suite à ces consultations d'une durée de 3 mois, l'enquête publique peut être engagée.

La procédure de PDA est régie par :

- le Code du patrimoine et notamment les articles L 621-30 à L 621-32 (Section 4 : Abords (Articles L621-30 à L621-32) et R 612-1.
- la Loi n°2000-1208 du 13 décembre 2000 relative à la Solidarité et au Renouvellement Urbain (SRU)

- la Loi n°2016-925 du 7 juillet 2016 relative à la liberté de création, à l'architecture et au patrimoine.

La procédure a été engagée par la commune dans le cadre de l'élaboration du PLU suite à la demande de la commune en accord avec l'ABF.

Etapes	Acteurs
Présentation des études de PDA en Conseil communautaire ou lors d'une réunion dédiée	Bureau d'étude en présence de l'Architecte des Bâtiments de France
Remise des études à la Communauté de communes	Bureau d'étude après validation de l'Architecte des Bâtiments de France sur les périmètres proposés
Délibération du Conseil communautaire arrêtant le projet de PLUi et formulant son avis sur les projets de PDA, après avoir consulté les communes concernées <i>Transmission de la délibération à la DRAC – Pôle patrimoines et architecture – A l'attention de Virginie Fassenet – 7 rue Charles Nodier 25043 BESANCON Cedex</i>	Communauté de communes <i>(le modèle de rédaction de la partie de la délibération qui concerne les PDA sera transmis par la DRAC)</i>
Enquête publique unique PLUi et PDA incluant la consultation des propriétaires des monuments historiques par le commissaire enquêteur (article R.621-93 du code du patrimoine) <i>Transmission du rapport et de l'avis du commissaire-enquêteur sur les PDA à la DRAC – Pôle patrimoines et architecture – A l'attention de Virginie Fassenet – 7 rue Charles Nodier 25043 BESANCON Cedex</i>	Communauté de communes
Délibération du Conseil communautaire donnant son accord sur les PDA après enquête publique (article R.621-93 du code du patrimoine) <i>Transmission de la délibération à la DRAC – Pôle patrimoines et architecture – A l'attention de Virginie Fassenet – 7 rue Charles Nodier 25043 BESANCON Cedex</i>	Communauté de communes <i>(le modèle de rédaction de la partie de la délibération qui concerne les PDA sera transmis par la DRAC)</i>
Arrêtés du Préfet de Région créant les périmètres délimités des abords et notification à la Communauté de communes, aux communes concernées et à la DDT (article R.621-94 du code du patrimoine)	DRAC
Mesures de publicité : publication au recueil des actes administratifs de la Préfecture de région	DRAC
Mesures de publicité : • affichage des arrêtés pendant 1 mois au siège de la Communauté de communes et dans les mairies des communes membres • mention de cet affichage dans un journal diffusé dans le département	Communauté de communes
Annexion des nouvelles servitudes au document d'urbanisme	Communauté de communes

Contact Direction régionale des affaires culturelles (DRAC) pour toute question relative à la procédure de PDA :
Virginie Fassenet : 03 81 65 72 15 ou virginie.fassenet@culture.gouv.fr

Contact Unité départementale de l'architecture et du patrimoine (UDAP) pour toute question relevant de l'étude de PDA et de la définition des périmètres :
Jérôme Cognet : 03 81 65 72 10 ou jerome.cognet@culture.gouv.fr

Etapes de la procédure :

- Présentation de l'étude en aux services de l'ABF, et de M. la commune de Grand'Combe des Bois, adaptations légères du périmètre à la demande de l'ABF courant 2023 et 2024.

- Avis favorable de l'Architecte des Bâtiments de France en date du 26/06/2024

- Délibération de la commune de Grand'Combe des Bois en date du 10/07/2024 donnant un avis favorable sur le PDA et à sa mise à l'enquête publique en même temps que l'arrêt du PLU.

La préparation de l'enquête publique

M. le Maire a saisi le Président du tribunal administratif de Besançon afin qu'un commissaire enquêteur soit nommé pour l'enquête publique unique. M. Groperrin a été désigné commissaire enquêteur, par Madame la présidente du Tribunal Administratif en date du 18 octobre 2024

Les modalités d'organisation et d'ouverture de l'enquête publique unique (lieux, horaires, date de permanences...) sont définies dans l'arrêté du Maire joint à l'enquête publique. Ces modalités sont publiées par voie d'affichage, par voie de presse et par voie électronique. Un avis est également présent en mairie.

Le déroulement de la procédure après enquête publique

Un registre d'enquête publique papier, un registre d'enquête numérique sont mis en place pendant la durée de l'enquête publique. 3 permanences en mairie du commissaire enquêteur permettront également à la population de consulter le dossier et apporter ses remarques. L'enquête se déroulera du 6 décembre 2024 au 10 janvier 2025.

À l'expiration du délai de l'enquête publique unique, le registre sera transmis sans délai et clos par le commissaire enquêteur. Après clôture du registre d'enquête, le commissaire enquêteur rencontrera, dans un délai de huit jours, le maire de Grand'Combe des Bois et lui communiquera les observations écrites et orales consignées dans un procès-verbal de synthèse. Le délai de huit jours court à compter de la réception par le

commissaire enquêteur des registres d'enquête et des documents annexés. Le responsable du projet disposera d'un délai de quinze jours pour produire ses observations.

Le commissaire enquêteur établira un rapport qui relate le déroulement de l'enquête et examine les observations recueillies.

Le commissaire enquêteur consignera ses conclusions et avis motivé, en précisant si l'avis est favorable, favorable avec réserve ou défavorable.

Dans un délai de trente jours à compter de la date de clôture de l'enquête, le commissaire enquêteur transmettra à la mairie de Grand'Combe des Bois l'exemplaire du dossier de l'enquête déposé au siège de l'enquête, accompagné des registres et pièces annexées, avec les rapports, les conclusions et l'avis motivé. Une copie de ces rapports sera transmise simultanément au président du tribunal administratif.

Une copie des rapports, des conclusions et de l'avis seront disponibles en mairie de Grand'Combe des Bois et à la préfecture du Doubs.

La mairie publiera les rapports, les conclusions et l'avis de la commission d'enquête sur le site internet et le tiendra à la disposition du public pendant un an.

Les décisions à prendre au terme de l'enquête publique

À l'issue de la procédure d'enquête publique, le projet de Plan Local d'Urbanisme et/ou le projet de PDA sont susceptibles d'être modifiés pour tenir compte des conclusions de l'enquête publique et des avis des personnes publiques associées.

Les dossiers, éventuellement modifiés, seront soumis à l'approbation du conseil municipal de Grand'Combe des Bois.

En présence du SCoT du Pays Horloger approuvé, la procédure sera exécutoire après les dernières mesures de publicité des délibérations et la mise sur le site du géoportail de l'urbanisme du PLU.

Le projet de périmètre d'intervention de l'Architecte des Bâtiments de France, éventuellement modifié, sera arrêté par le préfet de région.

À la fin de la procédure, le nouveau périmètre des abords sera porté sur la carte des servitudes du PLU et annexé à celui-ci et se substituera aux périmètres de protection de 500 mètres tels que définis dans l'étude.

Annexe : Articles et textes régissant l'enquête publique

➤ Champ d'application et objet de l'enquête publique :

Article L. 123-1 du Code de l'Environnement :

L'enquête publique a pour objet d'assurer l'information et la participation du public ainsi que la prise en compte des intérêts des tiers lors de l'élaboration des décisions susceptibles d'affecter l'environnement mentionnées à l'article L. 123-2. Les observations et propositions parvenues pendant le délai de l'enquête sont prises en considération par le maître d'ouvrage et par l'autorité compétente pour prendre la décision.

Article L. 123-2 :

I. - Font l'objet d'une enquête publique soumise aux prescriptions du présent chapitre préalablement à leur autorisation, leur approbation ou leur adoption :

1° Les projets de travaux, d'ouvrages ou d'aménagements exécutés par des personnes publiques ou privées devant porter une évaluation environnementale en application de l'article L. 122-1 à l'exception :

- des projets de zone d'aménagement concerté ;
- des projets de caractère temporaire ou de faible importance dont la liste est établie par décret en Conseil d'Etat ;

- des demandes de permis de construire et de permis d'aménager portant sur des projets de travaux, de construction ou d'aménagement donnant lieu à la réalisation d'une évaluation environnementale après un examen au cas par cas effectué par l'autorité environnementale. Les dossiers de demande pour ces permis font l'objet d'une procédure de participation du public par voie électronique selon les modalités prévues à l'article L. 123-19 ;

- des projets d'îles artificielles, d'installations, d'ouvrages et d'installations connexes sur le plateau continental ou dans la zone économique exclusive ;
2° Les plans, schémas, programmes et autres documents de planification faisant l'objet d'une évaluation environnementale en application des articles L. 122-4 à L. 122-11 du présent code, ou L. 104-1 à L. 104-3 du code de l'urbanisme, pour lesquels une enquête publique est requise en application des législations en vigueur ;

3° Les projets de création d'un parc national, d'un parc naturel marin, les projets de charte d'un parc national ou d'un parc naturel régional, les projets d'inscription ou de classement de sites et les projets de classement en réserve naturelle et de détermination de leur périmètre de protection mentionnés au livre III du présent code ;

4° Les autres documents d'urbanisme et les décisions portant sur des travaux, ouvrages, aménagements, plans, schémas et programmes soumises par les dispositions particulières qui leur sont applicables à une enquête publique dans les conditions du présent chapitre.

II. - Lorsqu'un projet, plan ou programme mentionné au I est subordonné à une autorisation administrative, cette autorisation ne peut résulter que d'une décision explicite.

III. - Les travaux ou ouvrages exécutés en vue de prévenir un danger grave et immédiat sont exclus du champ d'application du présent chapitre.

III bis. - (Abrogé).

IV. - La décision prise au terme d'une enquête publique organisée dans les conditions du présent chapitre n'est pas illégale du seul fait qu'elle aurait dû l'être dans les conditions définies par le code de l'expropriation pour cause d'utilité publique.

V. - L'enquête publique s'effectue dans le respect du secret industriel et de tout secret protégé par la loi. Son déroulement ainsi que les modalités de sa conduite peuvent être adaptés en conséquence.

➤ Procédure et déroulement de l'enquête publique :

Article L. 123-3 :

L'enquête publique est ouverte et organisée par l'autorité compétente pour prendre la décision en vue de laquelle l'enquête est requise.

Lorsque l'enquête publique porte sur le projet, plan, programme ou autre document de planification d'une collectivité territoriale, d'un établissement public de coopération intercommunale ou d'un des établissements publics qui leur sont rattachés, elle est ouverte par le président de l'organe délibérant de la collectivité ou de l'établissement. Toutefois, lorsque l'enquête est préalable à une déclaration d'utilité publique, la décision d'ouverture est prise par l'autorité de l'Etat compétente pour déclarer l'utilité publique.

Article L. 123-4 :

Dans chaque département, une commission présidée par le président du tribunal administratif ou le conseiller qu'il délègue établit une liste d'aptitude des commissaires enquêteurs. Cette liste est rendue publique et fait l'objet d'au moins une révision annuelle. Peut-être radié de cette liste tout commissaire enquêteur ayant manqué aux obligations définies à l'article L. 123-15.

L'enquête est conduite, selon la nature et l'importance des opérations, par un commissaire enquêteur ou une commission d'enquête choisi par le président du tribunal administratif ou le conseiller délégué par lui à cette fin parmi les personnes figurant sur les listes d'aptitude. Son choix n'est pas limité aux listes des départements faisant partie du ressort du tribunal. Dans le cas où une concertation préalable s'est tenue sous l'égide d'un garant conformément aux articles L. 121-16 à L. 121-21, le président du tribunal administratif peut désigner ce garant en qualité de commissaire enquêteur si ce dernier est inscrit sur l'une des listes d'aptitude de commissaire enquêteur. En cas d'empêchement d'un commissaire enquêteur, le président du tribunal administratif ou le conseiller délégué par lui ordonne l'interruption de l'enquête, désigne un commissaire enquêteur remplaçant et fixe la date de reprise de l'enquête. Le public est informé de ces décisions.

Article L. 123-5 :

Ne peuvent être désignées commissaire enquêteur ou membre de la commission d'enquête les personnes intéressées au projet à titre personnel, en raison de leurs fonctions électives exercées sur le territoire concerné par l'enquête publique, ou en raison de leurs fonctions, notamment au sein de la collectivité, de l'organisme ou du service qui assure la maîtrise d'ouvrage, la maîtrise d'œuvre ou le contrôle de l'opération soumise à enquête. Les dispositions du premier alinéa peuvent être étendues, dans les conditions fixées par décret en Conseil d'Etat, à des personnes qui ont occupé ces fonctions.

Article L. 123-6 :

I. - Lorsque la réalisation d'un projet, plan ou programme est soumise à l'organisation de plusieurs enquêtes publiques dont l'une au moins en application de l'article L. 123-2, il peut être procédé à une enquête unique régie par la présente section dès lors que les autorités compétentes pour prendre la décision désignent d'un commun accord celle qui sera chargée d'ouvrir et d'organiser cette enquête. A défaut de cet accord, et sur la demande du maître d'ouvrage ou de la personne publique responsable, le représentant de l'Etat, dès lors qu'il est compétent pour prendre l'une des décisions d'autorisation ou d'approbation envisagées, peut ouvrir et organiser l'enquête unique.

Dans les mêmes conditions, il peut également être procédé à une enquête unique lorsque les enquêtes de plusieurs projets, plans ou programmes peuvent être organisées simultanément et que l'organisation d'une telle enquête contribue à améliorer l'information et la participation du public.

La durée de l'enquête publique ne peut être inférieure à la durée minimale de la plus longue prévue par l'une des législations concernées.

Le dossier soumis à enquête publique unique comporte les pièces ou éléments exigés au titre de chacune des enquêtes initialement requises et une note de présentation non technique du ou des projets, plans ou programmes.

Cette enquête unique fait l'objet d'un rapport unique du commissaire enquêteur ou de la commission d'enquête ainsi que de conclusions motivées au titre de chacune des enquêtes publiques initialement requises.

II. - En cas de contestation d'une décision prise au terme d'une enquête publique organisée dans les conditions du présent article, la régularité du dossier est appréciée au regard des règles spécifiques applicables à la décision contestée.

Article L. 123-9 :

La durée de l'enquête publique est fixée par l'autorité compétente chargée de l'ouvrir et de l'organiser. Elle ne peut être inférieure à trente jours pour les projets, plans et programmes faisant l'objet d'une évaluation environnementale.

La durée de l'enquête peut être réduite à quinze jours pour un projet, plan ou programme ne faisant pas l'objet d'une évaluation environnementale.

Par décision motivée, le commissaire enquêteur ou le président de la commission d'enquête peut prolonger l'enquête pour une durée maximale de quinze jours, notamment lorsqu'il décide d'organiser une réunion d'information et d'échange avec le public durant cette période de prolongation de l'enquête. Cette décision est portée à la connaissance du public, au plus tard à la date prévue initialement pour la fin de l'enquête, dans les conditions prévues au I de l'article L. 123-10.

Article L. 123-10 :

I.-Quinze jours au moins avant l'ouverture de l'enquête et durant celle-ci, l'autorité compétente pour ouvrir et organiser l'enquête informe le public. L'information du public est assurée par voie dématérialisée et par voie d'affichage sur le ou les lieux concernés par l'enquête, ainsi que, selon l'importance et la nature du projet, plan ou programme, par voie de publication locale.

Cet avis précise :

-l'objet de l'enquête ;

-la ou les décisions pouvant être adoptées au terme de l'enquête et des autorités compétentes pour statuer ;

-le nom et les qualités du commissaire enquêteur ou des membres de la commission d'enquête ;

-la date d'ouverture de l'enquête, sa durée et ses modalités ;

-l'adresse du ou des sites internet sur lequel le dossier d'enquête peut être consulté ;

-le (ou les) lieu (x) ainsi que les horaires où le dossier de l'enquête peut être consulté sur support papier et le registre d'enquête accessible au public ;

-le ou les points et les horaires d'accès où le dossier de l'enquête publique peut être consulté sur un poste informatique ;

-la ou les adresses auxquelles le public peut transmettre ses observations et propositions pendant le délai de l'enquête. S'il existe un registre dématérialisé, cet avis précise l'adresse du site internet à laquelle il est accessible.

L'avis indique en outre l'existence d'un rapport sur les incidences environnementales, d'une étude d'impact ou, à défaut, d'un dossier comprenant les informations environnementales se rapportant à l'objet de l'enquête, et l'adresse du site internet ainsi que du ou des lieux où ces documents peuvent être consultés s'ils diffèrent de l'adresse et des lieux où le dossier peut être consulté. Il fait état, lorsqu'ils ont été émis, de l'existence de

l'avis de l'autorité environnementale mentionné au V de l'article L. 122-1 et à l'article L. 122-7 du présent code ou à l'article L. 104-6 du code de l'urbanisme, et des avis des collectivités territoriales et de leurs groupements mentionnés au V de l'article L. 122-1 du présent code, ainsi que du lieu ou des lieux où ils peuvent être consultés et de l'adresse des sites internet où ils peuvent être consultés si elle diffère de celle mentionnée ci-dessus.

II.-La personne responsable du projet assume les frais afférents à ces différentes mesures de publicité de l'enquête publique.

Article L. 123-11 :

Nonobstant les dispositions du titre Ier du livre III du code des relations entre le public et l'administration, le dossier d'enquête publique est communicable à toute personne sur sa demande et à ses frais, avant l'ouverture de l'enquête publique ou pendant celle-ci.

Article L. 123-12 :

Le dossier d'enquête publique est mis en ligne pendant toute la durée de l'enquête. Il reste consultable, pendant cette même durée, sur support papier en un ou plusieurs lieux déterminés dès l'ouverture de l'enquête publique. Un accès gratuit au dossier est également garanti par un ou plusieurs postes informatiques dans un lieu ouvert au public.

Si le projet, plan ou programme a fait l'objet d'une procédure de débat public organisée dans les conditions définies aux articles L. 121-8 à L. 121-15, ou d'une concertation préalable organisée dans les conditions définies aux articles L. 121-16 et L. 121-16-1, ou de toute autre procédure prévue par les textes en vigueur permettant au public de participer effectivement au processus de décision, le dossier comporte le bilan de cette procédure ainsi que la synthèse des observations et propositions formulées par le public. Lorsqu'aucune concertation préalable n'a eu lieu, le dossier le mentionne.

Article L. 123-13 :

I. - Le commissaire enquêteur ou la commission d'enquête conduit l'enquête de manière à permettre au public de disposer d'une information complète sur le projet, plan ou programme, et de participer effectivement au processus de décision. Il ou elle permet au public de faire parvenir ses observations et propositions pendant la durée de l'enquête par courrier électronique de façon systématique ainsi que par toute autre modalité précisée dans l'arrêté d'ouverture de l'enquête. Les observations et propositions transmises par voie électronique sont accessibles sur un site internet désigné par voie réglementaire.

II. - Pendant l'enquête, le commissaire enquêteur ou le président de la commission d'enquête reçoit le maître d'ouvrage de l'opération soumise à l'enquête publique à la demande de ce dernier. Il peut en outre :

- recevoir toute information et, s'il estime que des documents sont utiles à la bonne information du public, demander au maître d'ouvrage de communiquer ces documents au public ;*
- visiter les lieux concernés, à l'exception des lieux d'habitation, après en avoir informé au préalable les propriétaires et les occupants ;*
- entendre toutes les personnes concernées par le projet, plan ou programme qui en font la demande et convoquer toutes les personnes dont il juge l'audition utile ;*
- organiser, sous sa présidence, toute réunion d'information et d'échange avec le public en présence du maître d'ouvrage.*

A la demande du commissaire enquêteur ou du président de la commission d'enquête et lorsque les spécificités de l'enquête l'exigent, le président du tribunal administratif ou le conseiller qu'il délègue peut désigner un expert chargé d'assister le commissaire enquêteur ou la commission d'enquête. Le coût de cette expertise complémentaire est à la charge du responsable du projet.

Article L. 123-14 :

I.-Pendant l'enquête publique, si la personne responsable du projet, plan ou programme visé au I de l'article L. 123-2 estime nécessaire d'apporter à celui-ci, à l'étude d'impact ou au rapport sur les incidences environnementales afférent, des modifications substantielles, l'autorité compétente pour ouvrir et organiser l'enquête peut, après avoir entendu le commissaire enquêteur ou le président de la commission d'enquête, suspendre l'enquête pendant une durée maximale de six mois. Cette possibilité de suspension ne peut être utilisée qu'une seule fois.

Pendant ce délai, le nouveau projet, plan ou programme, accompagné de l'étude d'impact ou du rapport sur les incidences environnementales intégrant ces modifications, est transmis pour avis à l'autorité environnementale prévue, selon les cas, aux articles L. 122-1 et L. 122-7 du présent code et à l'article L. 104-6 du code de l'urbanisme ainsi que, le cas échéant, aux collectivités territoriales et à leurs groupements consultés en application du V de l'article L. 122-1. A l'issue de ce délai et après que le public a été informé des modifications apportées dans les conditions définies à l'article L. 123-10 du présent code, l'enquête est prolongée d'une durée d'au moins trente jours.

II.-Au vu des conclusions du commissaire enquêteur ou de la commission d'enquête, la personne responsable du projet, plan ou programme visé au I de l'article L. 123-2 peut, si elle estime souhaitable d'apporter à celui-ci des changements qui en modifient l'économie générale, demander à l'autorité organisatrice d'ouvrir une enquête complémentaire portant sur les avantages et inconvénients de ces modifications pour le projet et pour l'environnement. Dans le cas des projets d'infrastructures linéaires, l'enquête complémentaire peut n'être organisée que sur les territoires concernés par la modification. Dans le cas d'enquête complémentaire, le point de départ du délai pour prendre la décision après clôture de l'enquête est reporté à la date de clôture de la seconde enquête.

Avant l'ouverture de l'enquête publique complémentaire, le nouveau projet, plan ou programme, accompagné de l'étude d'impact ou du rapport sur les incidences environnementales intégrant ces modifications, est transmis pour avis à l'autorité environnementale conformément, selon les cas, aux articles L. 122-1 et L. 122-7 du présent code et à l'article L. 104-6 du code de l'urbanisme et aux collectivités territoriales et à leurs groupements consultés en application du V de l'article L. 122-1.

Article L. 123-15 :

Le commissaire enquêteur ou la commission d'enquête rend son rapport et ses conclusions motivées dans un délai de trente jours à compter de la fin de l'enquête. Si ce délai ne peut être respecté, un délai supplémentaire peut être accordé à la demande du commissaire enquêteur ou de la commission d'enquête par l'autorité compétente pour organiser l'enquête, après avis du responsable du projet.

Le rapport doit faire état des observations et propositions qui ont été produites pendant la durée de l'enquête ainsi que des réponses éventuelles du maître d'ouvrage.

Le rapport et les conclusions motivées sont rendus publics par voie dématérialisée sur le site internet de l'enquête publique et sur le lieu où ils peuvent être consultés sur support papier.

Si, à l'expiration du délai prévu au premier alinéa, le commissaire enquêteur ou la commission d'enquête n'a pas remis son rapport et ses conclusions motivées, ni justifié d'un motif pour le dépassement du délai, l'autorité compétente pour organiser l'enquête peut, avec l'accord du maître d'ouvrage et après une mise en demeure du commissaire enquêteur ou de la commission d'enquête restée infructueuse, demander au président du tribunal administratif ou au conseiller qu'il délègue de dessaisir le commissaire enquêteur ou la commission d'enquête et de lui substituer un nouveau commissaire enquêteur ou une nouvelle commission d'enquête ; celui-ci doit, à partir des résultats de l'enquête, remettre le rapport et les conclusions motivées dans un maximum de trente jours à partir de sa nomination.

Le nouveau commissaire enquêteur ou la nouvelle commission d'enquête peut faire usage des prérogatives prévues par l'article L. 123-13.

L'autorité compétente pour prendre la décision peut organiser, en présence du maître d'ouvrage, une réunion publique afin de répondre aux éventuelles réserves, recommandations ou conclusions défavorables du commissaire enquêteur ou de la commission d'enquête. Elle est organisée dans un délai de deux mois après la clôture de l'enquête. Le commissaire enquêteur ou la commission d'enquête sont informés de la tenue d'une telle réunion.

Article L. 123-16 :

Le juge administratif des référés, saisi d'une demande de suspension d'une décision prise après des conclusions défavorables du commissaire enquêteur ou de la commission d'enquête, fait droit à cette demande si elle comporte un moyen propre à créer, en l'état de l'instruction, un doute sérieux quant à la légalité de celle-ci.

Il fait également droit à toute demande de suspension d'une décision prise sans que l'enquête publique requise par le présent chapitre ou que la participation du public prévue à l'article L. 123-19 ait eu lieu.

Tout projet d'une collectivité territoriale ou d'un établissement public de coopération intercommunale ayant donné lieu à des conclusions défavorables du commissaire enquêteur ou de la commission d'enquête doit faire l'objet d'une délibération motivée réitérant la demande d'autorisation ou de déclaration d'utilité publique de l'organe délibérant de la collectivité ou de l'établissement de coopération concerné.

Article L. 123-17 :

Lorsque les projets qui ont fait l'objet d'une enquête publique n'ont pas été entrepris dans un délai de cinq ans à compter de la décision, une nouvelle enquête doit être conduite, à moins qu'une prorogation de cinq ans au plus ne soit décidée avant l'expiration de ce délai dans des conditions fixées par décret en Conseil d'Etat.

Article L. 123-18 :

Le responsable du projet, plan ou programme prend en charge les frais de l'enquête, notamment l'indemnisation du commissaire enquêteur ou de la commission d'enquête.

Sur demande motivée du ou des commissaires enquêteurs, le président du tribunal administratif ou le conseiller délégué à cet effet peut demander au responsable du projet de verser une provision. Le président ou le conseiller en fixe le montant et le délai de versement..

Article R. 123-12 :

Un exemplaire du dossier soumis à enquête est adressé sous format numérique pour information, dès l'ouverture de l'enquête, au maire de chaque commune sur le territoire de laquelle le projet est situé et dont la mairie n'a pas été désignée comme lieu d'enquête.

Cette formalité est réputée satisfaite lorsque les conseils municipaux concernés ont été consultés en application des réglementations particulières, ou lorsque est communiquée à la commune l'adresse du site internet où l'intégralité du dossier soumis à enquête peut être téléchargé. Un exemplaire du dossier est adressé sous format numérique à chaque commune qui en fait la demande expresse.

Article R. 123-14 :

Lorsqu'il entend faire compléter le dossier par des documents utiles à la bonne information du public dans les conditions prévues à l'article L. 123-13, le commissaire enquêteur ou le président de la commission d'enquête en fait la demande au responsable du projet, plan ou programme ; cette demande ne peut porter que sur des documents en la possession de ce dernier.

Les documents ainsi obtenus ou le refus motivé du responsable du projet, plan ou programme sont versés au dossier tenu au siège de l'enquête et sur le site internet dédié.

Lorsque de tels documents sont ajoutés en cours d'enquête, un bordereau joint au dossier d'enquête mentionne la nature des pièces et la date à laquelle celles-ci ont été ajoutées au dossier d'enquête.

Article R. 123-19 :

Le commissaire enquêteur ou la commission d'enquête établit un rapport qui relate le déroulement de l'enquête et examine les observations recueillies.

Le rapport comporte le rappel de l'objet du projet, plan ou programme, la liste de l'ensemble des pièces figurant dans le dossier d'enquête, une synthèse des observations du public, une analyse des propositions produites durant l'enquête et, le cas échéant, les observations du responsable du projet, plan ou programme en réponse aux observations du public.

Le commissaire enquêteur ou la commission d'enquête consigne, dans une présentation séparée, ses conclusions motivées, en précisant si elles sont favorables, favorables sous réserves ou défavorables au projet.

Le commissaire enquêteur ou le président de la commission d'enquête transmet à l'autorité compétente pour organiser l'enquête l'exemplaire du dossier de l'enquête déposé au siège de l'enquête, accompagné du ou des registres et pièces annexées, avec le rapport et les conclusions motivées. Il transmet simultanément une copie du rapport et des conclusions motivées au président du tribunal administratif.

Si, dans un délai de trente jours à compter de la date de clôture de l'enquête, le commissaire enquêteur n'a pas remis son rapport et ses conclusions motivées, ni présenté à l'autorité compétente pour organiser l'enquête, conformément à la faculté qui lui est octroyée à l'article L. 123-15, une demande motivée de report de ce délai, il est fait application des dispositions du quatrième alinéa de l'article L. 123-15.

Article R. 123-20 :

A la réception des conclusions du commissaire enquêteur ou de la commission d'enquête, l'autorité compétente pour organiser l'enquête, lorsqu'elle constate une insuffisance ou un défaut de motivation de ces conclusions susceptible de constituer une irrégularité dans la procédure, peut en informer le président du

tribunal administratif ou le conseiller délégué par lui dans un délai de quinze jours, par lettre d'observation.

Si l'insuffisance ou le défaut de motivation est avéré, le président du tribunal administratif ou le conseiller qu'il délègue, dispose de quinze jours pour demander au commissaire enquêteur ou à la commission d'enquête de compléter ses conclusions. Il en informe simultanément l'autorité compétente. En l'absence d'intervention de la part du président du tribunal administratif ou du conseiller qu'il délègue dans ce délai de quinze jours, la demande est réputée rejetée. La décision du président du tribunal administratif ou du conseiller qu'il délègue n'est pas susceptible de recours.

Dans un délai de quinze jours à compter de la réception des conclusions du commissaire enquêteur ou de la commission d'enquête, le président du tribunal administratif ou le conseiller qu'il délègue peut également intervenir de sa propre initiative auprès de son auteur pour qu'il les complète, lorsqu'il constate une insuffisance ou un défaut de motivation de ces conclusions susceptible de constituer une irrégularité dans la procédure. Il en informe l'autorité compétente.

Le commissaire enquêteur ou la commission d'enquête est tenu de remettre ses conclusions complétées à l'autorité compétente pour organiser l'enquête et au président du tribunal administratif dans un délai de quinze jours.

Article R. 123-21 :

Lorsqu'il entend faire compléter le dossier par des documents utiles à la bonne information du public dans les conditions prévues à l'article L. 123-13, le commissaire enquêteur ou le président de la commission d'enquête en fait la demande au responsable du projet, plan ou programme ; cette demande ne peut porter que sur des documents en la possession de ce dernier.

L'autorité compétente pour organiser l'enquête adresse, dès leur réception, copie du rapport et des conclusions au responsable du projet, plan ou programme.

Copie du rapport et des conclusions est également adressée à la mairie de chacune des communes où s'est déroulée l'enquête et à la préfecture de chaque département concerné pour y être sans délai tenue à la disposition du public pendant un an à compter de la date de clôture de l'enquête.

L'autorité compétente pour organiser l'enquête publie le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur ou de la commission d'enquête sur le site internet où a été publié l'avis mentionné au I de l'article R. 123-11 et le tient à la disposition du public pendant un an.

Article R. 123-25 :

Les commissaires enquêteurs et les membres des commissions d'enquête ont droit à une indemnité, à la charge de la personne responsable du projet, plan

ou programme, qui comprend des vacations et le remboursement des frais qu'ils engagent pour l'accomplissement de leur mission.

Un arrêté conjoint des ministres chargés de l'environnement, du budget et de l'intérieur fixe les modalités de calcul de l'indemnité.

Le président du tribunal administratif ou le conseiller délégué par lui à cette fin qui a désigné le commissaire enquêteur ou les membres de la commission d'enquête, détermine le nombre de vacations allouées au commissaire enquêteur sur la base du nombre d'heures que le commissaire enquêteur déclare avoir consacrées à l'enquête depuis sa nomination jusqu'au rendu du rapport et des conclusions motivées, en tenant compte des difficultés de l'enquête ainsi que de la nature et de la qualité du travail fourni par celui-ci.

Il arrête, sur justificatifs, le montant des frais qui seront remboursés au commissaire enquêteur.

Le président du tribunal administratif ou le conseiller délégué par lui à cette fin fixe par ordonnance le montant de l'indemnité. Cette ordonnance est exécutoire dès son prononcé, et peut être recouvrée contre les personnes privées ou publiques par les voies du droit commun.

Dans le cas d'une commission d'enquête, il appartient au président de la commission de présenter, sous son couvert, le nombre d'heures consacrées à l'enquête et le montant des frais de chacun des membres de la commission, compte tenu du travail effectivement réalisé par chacun d'entre eux.

Le commissaire enquêteur dessaisi de l'enquête publique est uniquement remboursé des frais qu'il a engagés.

Cette ordonnance est notifiée au commissaire enquêteur, au responsable du projet, plan ou programme, et au fonds d'indemnisation des commissaires enquêteurs prévu à l'article R. 123-26.

La personne responsable du projet, plan ou programme verse sans délai au fonds d'indemnisation les sommes dues, déduction faite du montant de la provision versée dans les conditions définies à l'article R. 123-27. Le fonds verse les sommes perçues au commissaire enquêteur.

Dans un délai de quinze jours suivant la notification, le commissaire enquêteur et la personne responsable du projet, plan ou programme peuvent contester cette ordonnance en formant un recours administratif auprès du président du tribunal administratif concerné. Il constitue un préalable obligatoire à l'exercice d'un recours contentieux, à peine d'irrecevabilité de ce dernier. Le silence gardé sur ce recours administratif pendant plus de quinze jours vaut décision de rejet. La décision issue de ce recours administratif peut être contestée, dans un délai de quinze jours à compter de sa notification, devant la juridiction à

laquelle appartient son auteur. La requête est transmise sans délai par le président de la juridiction à un tribunal administratif conformément à un tableau d'attribution arrêté par le président de la section du contentieux du Conseil d'Etat. Le président de la juridiction à laquelle appartient l'auteur de l'ordonnance est appelé à présenter des observations écrites sur les mérites du recours.